

Immigration : certains partis dans le brouillard

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 03 mai 2019

La grogne sociale en France ne doit pas nous faire perdre de vue l'un des enjeux majeurs du scrutin du 26 mai prochain : l'immigration. Or la campagne des européennes en France est pour l'instant particulièrement atone sur le sujet.

Pourtant, la question est loin d'être annexe, même si *Le Monde* essaie de nous persuader que ce sujet est loin d'être prioritaire : selon un sondage Kantar Public, relayé par *France-Soir*, 50 % des Européens estiment que l'immigration devrait être discutée en priorité dans la campagne. Et pour cause : ce sont les députés du Parlement européen qui définissent, mettent en œuvre et assurent le suivi des politiques migratoires et d'asile, adoptent directives et règlements sur le droit d'asile et le droit des migrants, et enfin, votent les dépenses communautaires afférentes.

A plusieurs reprises, l'Union européenne s'est dotée d'un corpus d'orientations sur le sujet. En 2017, le commissaire européen à l'immigration Dimitris Avramopoulos, nous expliquait que l'immigration répondait à « un impératif moral », et que « nous ne pouvons pas, nous ne serons jamais capables d'arrêter les migrations ». Nous voilà prévenus. Pour autant, il ne s'agit pas de considérer que l'Europe aux frontières grandes ouvertes est une fatalité, un futur inéluctable. Il existe bien des options viables : réformer Schengen et rétablir les frontières intérieures, limiter les budgets européens encourageant sans fin l'immigration légale comme clandestine, à rebours des orientations actuelles du Fonds « Asile, migration et intégration », agir sur l'aide au développement. Mais parmi les candidats, qui se soucie de vraiment les défendre ?

La France insoumise a fait de l'accueil des migrants l'un de ses « douze combats ». Compte tenu des flots incessants qui nous attendent, c'est en effet un travail herculéen ! Benoît Hamon, de son côté, veut lui aussi ouvrir les bras, notamment avec le principe d'un droit au travail dès le troisième mois de la demande d'asile. Glucksmann, quant à lui, rêve d'un droit d'asile européen.

Malheureusement, il ne faut pas compter sur Les Républicains pour faire preuve de davantage de réalisme sur le dossier. François-Xavier Bellamy s'emberlificote dans des déclarations sur la position de son parti sur le Pacte de Marrakech : « oui, mais non, en fait, c'est-à-dire, on a voté, mais on ne soutient pas ». Il montre par-là combien sa formation et sa tête de liste ont tendance à souffrir d'un problème de dédoublement de personnalité. Le 12 avril 2019, il expliquait à BFM qu'au grand jamais les Républicains n'avaient soutenu ledit Pacte. Sauf que lesdits Républicains, le 18 avril, votaient les yeux fermés pour la résolution 2642, saluant « les progrès réalisés sur la voie du pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et du pacte mondial des Nations unies sur les réfugiés. » Allez y comprendre quelque chose... C'est assez simple, en fait : faites ce que je dis (parfois), pas ce que je fais (souvent) : plutôt Juncker qu'Orban.

N'oublions pas au passage de rendre justice à la liste d'Emmanuel Macron : avec une admirable constance depuis la campagne de 2017, La République En Marche évite soigneusement de prendre à bras le corps le débat brûlant et difficile de l'immigration. Nous nous souvenons qu'avec une application notable, il était parvenu à ne pas employer une seule fois le mot qui fâche dans les 17 pages de son programme présidentiel. Rivalisant à la fois avec Glucksmann pour l'utopie et avec Bellamy pour le flou, Emmanuel Macron appelle aujourd'hui de ses vœux une « renaissance européenne », péniblement incarnée par Nathalie Loiseau. Il souhaite « remettre à plat l'espace Schengen », tout en cautionnant les déclarations les plus immigrationnistes émanant de Bruxelles. Est-il besoin de s'appesantir encore sur les dégâts du « en même temps » ? Depuis son arrivée au pouvoir, les chiffres de l'immigration légale comme clandestine n'ont cessé d'augmenter.

Alors dans ce brouillard généralisé, il faut bien le dire, certains partis font preuve d'une grande clarté. En

allant chercher plus à droite, nous trouvons des formations politiques, constantes dans leur discours, un discours fait de juste alarme et de volonté politique de mettre un terme à la folie migratoire. Et pour la première fois, n'en déplaise aux journalistes officiels, nous ne sommes pas les seuls à penser ainsi : le chemin est déjà ouvert dans d'autres pays européens, l'Italie, la Hongrie ou la Pologne à titre d'exemple. Pussions-nous suivre leur sage voie avec confiance : il y va de l'avenir de la France !

François Billot de Lochner

03/05/2019 06:00